



## **ARRETE MUNICIPAL**

### **Portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Morvillars**

**N° 2026-U/008**

Le Maire de la Commune de Morvillars,

#### **VU**

- Le code de l'urbanisme, et notamment les articles R.151-53 5° et R.153-18 ;
- La délibération du conseil municipal en date du 10 juillet 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- L'arrêté DDT-SEEF-90-2023-12-21-00004, du 21 décembre 2023, portant révision du classement sonore des infrastructures des routes du Territoire de Belfort et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures, et ses annexes ;
- L'arrêté complémentaire DDT-SEEF-90-2026-03-05-00007, ci-annexé, du 05 mars 2026, portant révision du classement sonore des infrastructures des voies ferrées du Territoire de Belfort et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures, et ses annexes ;

## **ARRETE**

#### **Article 1**

Le PLU de la commune de Morvillars est mis à jour à la date du présent arrêté.  
A cet effet, les annexes informatives ont été actualisées par l'arrêté préfectoral de classement sonore susvisé et ses annexes.

#### **Article 2**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la mairie et à la Préfecture (Direction Départementale des Territoires), ainsi que sur le Géoportail de l'Urbanisme.

#### **Article 3**

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

A Morvillars, le 21 avril 2026

Le Maire,  
Christian BIRRER







**PRÉFET  
DU TERRITOIRE  
DE BELFORT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires**

Service eau, environnement et forêt

**Arrêté préfectoral n° DDTSEEF-90-2026-03-05 - 00007  
portant révision du classement sonores des voies ferrées du Territoire de Belfort  
et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs  
affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures**

**Le Préfet du Territoire de Belfort**  
Chevalier de l'ordre national du mérite

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** le Code de l'urbanisme ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 nommant monsieur Alain CHARRIER, préfet du Territoire de Belfort ;

**Vu** l'arrêté du 30 mai 1996 modifié relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

**Vu** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé ;

**Vu** l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels ;

**Vu** l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 20 novembre 2025 portant nomination de monsieur Romain COURTET, directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTSEE-90-2017-05-16-001 du 16 mai 2017 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Territoire de Belfort et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit ;

1/6

**Vu** l'arrêté préfectoral n°90-2025-12-03-00002 du 3 décembre 2025 portant délégation de signature à monsieur Romain COURTET, directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort ;

**Vu** la circulaire du 25 mai 2004 relative au bruit des infrastructures de transport terrestre ;

**Vu** l'avis des communes concernées par le présent classement ;

**Considérant** que les classements sonores doivent être réactualisés tous les cinq ans afin de tenir compte des évolutions du trafic, des conditions de circulation ou encore des réaménagements des infrastructures existantes susceptibles de modifier les niveaux sonores.

**Sur proposition** du directeur départemental des territoires :

### **Arrête**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral n°DDTSEE-90-2017-05-16-001 du 16 mai 2017 portant classement des infrastructures de transports terrestres du département du Territoire de Belfort et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures est abrogé.

#### **Article 2 :**

Les infrastructures de transports terrestres (voies ferrées) du Territoire de Belfort sont classées en application de l'article L.571-10 du Code de l'environnement susvisé et conformément aux articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié susvisé.

Pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés, le classement dans une des 5 catégories définies par l'arrêté du 30 mai 1996 modifié, ainsi que la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons, figurent en annexe 1 du présent arrêté.

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié, relatives à l'isolement acoustique des bâtiments, sont applicables aux abords du tracé de ces infrastructures.

#### **Article 3 :**

Les bâtiments d'habitation, d'enseignement, de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés dans le 2<sup>e</sup> article du présent arrêté, doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux Codes de la construction et de l'environnement.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement susvisé.

Pour les bâtiments de santé, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé susvisé.

Pour les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels susvisé.

#### **Article 4 :**

Les communes concernées par les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 figurent en annexe 1 du présent arrêté.

Une représentation cartographique du classement sonore des voies ferrées figure en annexe 2 du présent arrêté. Elle revêt un caractère uniquement illustratif, seul faisant foi les tableaux récapitulatifs du classement.

#### **Article 5 :**

Dans les communes concernées par le présent arrêté disposant de plans locaux d'urbanisme, une mise à jour de ces documents sera effectuée conformément aux articles R.151-51 à R.151-53 et R.153-18 du Code de l'urbanisme.

#### **Article 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter du lendemain du jour de sa publication.


Une copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne – Franche-Comté, à Monsieur le directeur régional de SNCF Réseau Bourgogne Franche-Comté ainsi qu'aux maires concernés pour affichage pendant un délai minimal de deux mois.

#### **Article 7 :**

Le directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Belfort, le 5 mars 2026

Pour le préfet, et par délégation  
le directeur départemental des territoires



Romain COURTET

### **Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification / publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet du Territoire de Belfort ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition écologique ;

L'absence de réponse de l'administration pendant deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans les deux mois suivants sa publication. Il en est de même en cas de décision explicite de rejet.

- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n° DDTSEEF-90-2026-03-05 - 0000765 MARS 2026 portant révision du classement sonore des voies ferrées du Territoire de Belfort et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures - Tableau du classement sonore par tronçon

| Voies ferrées                  |        |                                       |                                       |  |           |  |
|--------------------------------|--------|---------------------------------------|---------------------------------------|--|-----------|--|
| N° de segment                  | Ligne  | Débutant                              | Finissant                             | Communes traversées  | Catégorie | Largeur du secteur affecté par le bruit (en m) |
| 195                            | 1000   | Belfort (BV)                          | Danjoutin (rac. 852306)               | Belfort Danjoutin  | 4         | 30   |
| 197                            | 1000   | Danjoutin (rac. 852306)               | Danjoutin (bif. 854000)               | Danjoutin  | 4         | 30   |
| 199                            | 1000   | Danjoutin (bif. 854000)               | Petit-Croix (rac. 014330)             | Danjoutin, Vézelois, Chèvremont, Fontanelle, Petit-Croix   | 4         | 30   |
| 205-1                          | 1000   | Petit-Croix (rac. 014330)             | Limite département (Montreux-Château) | Petit-Croix, Montreux-Château  | 4         | 30   |
| 361-4                          | 14000  | Limite département (Châtenois-Forges) | Meroux-Moval (lim. vit. 300km/h)      | Châtenois-les-Forges, Bertrout, Trévenans, Meroux-Moval  | 4         | 30   |
| 361-5                          | 14000  | Meroux-Moval (lim. vit. 320km/h)      | Vézelois (rac. 014330)                | Meroux-Moval, Vézelois   | 4         | 30   |
| LGV RhinRhône phase 2 (projet) | 14000  | Vézelois (rac. 014330)                | Limite département (Angesot)          | Vézelois, Novillars, Fontanelle, Petit-Croix, Foussemagne, Fraix, Fontaine, Larivière, Vauthiermont, Angesot | 4         | 30   |
| 363                            | 14330  | Vézelois (rac. 014000)                | Petit-Croix (rac. 001000)             | Vézelois, Novillars, Fontanelle, Petit-Croix   | 4         | 30   |
| 8753-2                         | 852000 | Limite département (Barvillers)       | Danjoutin (bif. 852306)               | Barvillers, Anglésans, Barvillers, Danjoutin   | 4         | 30   |
| 8755                           | 852000 | Danjoutin (bif. 852306)               | Belfort (BV)                          | Danjoutin, Belfort   | 4         | 30   |
| 8764-1                         | 854000 | Danjoutin (bif. 001000)               | Meroux (BV)                           | Danjoutin, Andelnans, Sevenans, Meroux-Moval   | 5         | 10   |
| 8764-2                         | 854000 | Meroux (BV)                           | Novillars (lim. vit. 100)             | Meroux-Moval, Charmois, Bourgnone, Novillars   | 5         | 10   |
| 8764-3                         | 854000 | Novillars (lim. vit. 90)              | Grandvillers (BV)                     | Novillars, Grandvillers  | 5         | 10   |
| 8765-1                         | 854000 | Grandvillers (BV)                     | Limite département (Dalle)            | Grandvillers, Joncherey, Thiancourt Dalle  | 5         | 10   |

